

Pourquoi la rue inspire-t-elle la révolte ?

Compétences émeutières et projet de transformation sociale dans le mouvement d'occupation mondial (Espagne, Israël, USA)

Sylvaine BULLE

99%, Indignés, Take the square, Occupy Wall Street, May 15, J14, ces différents mouvements de révolte, qui ont traversé tous les continents durant l'année 2011, ont un caractère fortement urbain. Comme pour les révoltes arabes, dont ils s'inspirent, les 99, Occupy et les mouvements pour la justice se singularisent par leur inscription dans l'espace public. Celui-ci est plus ou moins domestiqué à partir de l'occupation des rues, de places, voire l'installation de véritables campements. Il se trouve même fortement « engagé » à travers des formats de révolte jusqu'ici inédits. Le vaste mouvement d'occupation de l'espace s'accompagne en effet d'un renouvellement des modes d'expression de la démocratie et s'effectue en dehors des institutions, mais également des routines politiques. Il utilise des compétences communicationnelles et des formes expressives inédites, aux confins de l'imaginaire artistique. Pourquoi la rue et la ville inspirent-elles la révolte et le projet de transformation du monde qui singularisent les mouvements « d'indignation » ?

Ce qu'il convient d'examiner ici en particulier est la façon dont la ville apparaît : à la fois comme problème politique et public, et comme évènement. Elle se donne à voir dans une double face : dans sa nature sociale, comme l'expression des injustices, mais également comme lieu de l'agir et de la visibilisation de la contestation. Plutôt que d'envisager une analyse sociologique et politique large des mouvements de contestation, par ailleurs très divers¹, on se restreint ici à aborder les « usages » critiques faits de la ville et de l'espace par ces mouvements, qui consistent à faire grandir les enjeux de la justice spatiale et sociale². Ils éclairent une pragmatique de l'indignation.

Pourquoi se mobilise-t-on radicalement ?

Les révoltes occidentales mais aussi arabes, russes ou chinoises sont des évènements. Par leur fulgurance et leur rapidité de dissémination, elles ont surpris les partis politiques, pris de court les institutions militaires et sécuritaires. Elles suspendent le cours ordinaire de la vie et du politique³, introduisent une brèche démocratique au sein de mouvements sociaux routinisés, comme les manifestations ou la parole syndicale. Elles font surgir une incertitude radicale sur le monde que les institutions cherchent à voiler.

Que dénoncent les mouvements ? Occupy Wall Street (OWS), les mouvements des 99%, les Indignados espagnols, le Mouvement du 15 mai (grec) et celui du 14 juillet, appelé également mouvement pour la justice (Israël), formulent la même critique radicale du libéralisme économique ou de la libéralisation des Etats, le même rejet des formes politiques classiques, c'est-à-dire de la démocratie représentative, la même volonté de restauration du peuple démocratique. « Système dégagé » (Egypte, Israël, USA, Espagne), « Justice sociale » (Israël, Grèce), « Occupy Wall Street », « Occupy the Earth », « Take the Square » : ces slogans affirment une critique radicale des Etats, devenus indissociables de la raison économique néolibérale⁴ et établissent clairement le lien entre capitalisme et crise de la souveraineté. La souveraineté

¹ Politique et sociologique, au sens par exemple de la sociologie des problèmes publics ou des engagements.

² Cet article s'appuie sur les résultats d'une observation directe des campements et des assemblées effectuée au cours de l'été et de l'automne 2011 en Israël et en Espagne. Elle s'appuie également sur le traçage et le suivi des mouvements à partir de leurs réseaux sociaux (OWS, Occupy London).

³ Sur la différence entre le politique et la politique, voir Rancière (1998).

⁴ Voir Dardot et Laval (2009). Selon les auteurs, le néolibéralisme est une rationalité qui tend à orienter l'action des gouvernants et des gouvernés.

néolibérale se traduit par l'alliance ou la soumission des appareils gouvernementaux aux oligarchies financières, les dérives de celles-ci dans la corruption, la prédation des ressources, en particulier dans le secteur immobilier.

La visée de justice apparaît très clairement au cœur de la contestation. Il est avant tout question des inégalités sociales et de l'expérience ordinaire de la paupérisation croissante des citoyens, en particulier ceux de la classe moyenne. Les contestations concernent en premier lieu la conservation des biens privés (USA, Espagne, Israël), menacés par la crise des subprimes. Elles peuvent porter sur le vivre ensemble et la justice attributive ou redistributive, mais aussi sur le rôle de la religion dans les affaires de la cité et la place des minorités nationales et urbaines (Israël). Mais les acteurs déploient des motifs susceptibles d'élargir la révolte et la critique, qui portent désormais sur l'économie politique des Nations, les institutions et l'ordre social du monde. En demandant l'abolition des privilèges, la fin de l'économie de la prédation, le principe d'égalité des citoyens et le contrôle de l'utilisation des ressources, la révolte met les Etats à l'épreuve. Ceux-ci sont contestés pour avoir abandonné la sphère civique et les grammaires nationales de la solidarité, pour avoir segmenté les composantes sociales et culturelles (comme en Israël ou en Espagne) ou brisé le contrat social entre l'Etat et les citoyens. Dans le cas d'OWS et Occupy London, ce sont les missions éthiques du capitalisme qui sont en jeu (Pabst, 2011).

En forçant les institutions et le « système » à dire « ce qu'ils sont », le soulèvement et toutes les formes d'action qui lui sont liées ouvrent la voie à un type nouveau de capacités critiques, qui surgissent en extériorité de l'ordre social (Boltanski, 2009) et proches d'une « métacritique ». Ils mettent à plat toutes les « contradictions herméneutiques » du système mondial, social. Ils semblent, au stade de la révolte, se maintenir à l'écart de tout projet politique contenu dans les institutions ou la démocratie représentative. Dans la majeure partie des cas, la critique semble en effet peu propice à la négociation réformiste. Elle concerne le modèle économique des villes, des Etats ou des territoires (Sassen, 2011), et moins souvent celui de la cité politique, compris comme favorisant l'exercice de la concitoyenneté et où les citoyens sont amenés à participer à la discussion sur les biens communs⁵. Elle trace dans toutes les situations une ligne de partage entre démocratie directe et démocratie représentative, science du gouvernement et émancipation politique, gestion étatique et auto-transformation de la société. Elle délaisse le rôle des institutions et la représentation des régimes parlementaires. En Espagne, les Indignés n'ont-ils pas appelé au vote blanc au cours des élections législatives de 2012 ? En Israël, il est fort probable que la vague de contestations de l'été et de l'automne 2011, qui avait rassemblé plus d'un million de personnes, a pesé sur le résultat électoral récent (janvier 2013) avec un recul net des partis traditionnels de droite et de gauche au profit du parti centre droit (Yesh Atid). Celui-ci, grand vainqueur du scrutin, avait axé sa campagne sur la paupérisation de la classe moyenne.

En visant la dénonciation des institutions politiques ayant trait à l'action publique, la démarche d'Occupy et autres mouvements semble donc plus profonde que la seule réparation des systèmes sociaux. Ils introduisent une exigence de type révolutionnaire qui n'exclut plus la violence et mettent à l'épreuve les formes de la politique, l'ordre symbolique, les instruments sémantiques et juridiques comme les Traités constitutionnels, quand ils ne demandent pas leur remise à plat (comme en Israël). Le mouvement israélien ne s'est-il pas nommé, le temps d'une révolte, July 14, en référence à la Révolution française ? Les Indignados espagnols ne se nomment-ils pas « citoyens camarades révolutionnaires » ?

Il peut être difficile de distinguer entre caractère utopique et caractère révolutionnaire au sein de ces critiques radicales. En se donnant comme extérieure ou autonome des corpus politiques et moraux, et en refusant de se donner une forme et une finalité, la contestation peut rappeler certaines utopies (Walzer, 1998). Celles-ci ne porteraient pas de projet identifiable autre que celui de l'expression de toutes les subjectivités, des Multitudes (Hardt et Negri, 2004)⁶, réunissant aussi bien des artistes, des précaires de la mondialisation et du monde connexionniste, des « victimes » des politiques de libéralisation des Etats

⁵ Dans une perspective habermassienne fondée sur la discussion. Voir en particulier Habermas (1987).

⁶ Les Multitudes pour Hardt et Negri (2004) sont globalement les forces sociales constituées par le travail immatériel.

(comme en Egypte), qui souhaitent s'affranchir des principes de réalité. La politique deviendrait alors l'art de transformer la vie en assumant une rupture avec le passé proche. D'un autre côté, en faisant du collectif (comme les assemblées du peuple) le lieu d'émancipation politique, la révolte peut introduire une dimension révolutionnaire. On peut dans tous les cas admettre l'existence de nuances politiques et de différents formats de révolte : de l'affirmation d'un monde commun autour du contrat social à la révolution. Mais, de l'Espagne aux USA, un fait est certain. Les soulèvements mettent simultanément la ville et l'individu au centre de la critique sociale.

Faire apparaître la ville comme problème politique. La publicisation des injustices

La révolte prend particulièrement la forme d'opérations stylisées : à partir de l'espace, des « Parlements », des occupations. On peut donc souligner l'existence d'un sens pratique contestataire, où la critique a une inscription à la fois corporelle et spatiale. Une des façons de recadrer la politique s'effectue en premier lieu à partir de la publicisation des récits des souffrances individuelles, qui apparaissent comme des tentatives de renommer les injustices. Avec Occupy, M15 (Espagne), le Mouvement pour la justice (Israël), on ne parlera plus de mobilisation, mais de protestation. Ces mouvements persistants et durables sont des « voix » ou encore des manifestations des sans-parts que sont les citoyens périphériques. La voix et la prise de parole tout comme la corporéité de la révolte répondent ici à la défection de la critique, l'apathie de la vie sociale ou la résignation postmoderne⁷. Pour les collectifs occupants et les assemblées, l'enjeu de la contestation doit être de rendre visibles les injustices telles qu'elles sont liées aux économies politiques nationales et internationales, aux qualifications de la vie sociale telles qu'elles se répercutent à l'échelle individuelle.

De la critique, traité de sociologie critique de Luc Boltanski, fournit un éclairage conceptuel important qui peut permettre de saisir les nouvelles grammaires de la contestation. Contester la réalité, et par conséquent la socio-économie des institutions et leurs énoncés véridictionnels (comme la justice, l'égalité, la solidarité), doit consister à faire surgir une inquiétude. Celle-ci doit s'exprimer dans des formes critiques radicales : comme l'action collective ou la publicisation d'épreuves existentielles (Boltanski, 2009), qui permettent un dévoilement du monde enfoui sous la réalité officielle et instituée. Le registre expressif de la souffrance appartient aux épreuves existentielles et élargit considérablement le spectre de la critique. D'une part, la souffrance ne fait pas partie d'un processus d'institutionnalisation (ou d'une qualification des êtres sociaux au sein de formats institués comme la loi, les classifications et les instances chargées de déterminer un certain ordre social) puisqu'elle apparaît au contraire comme liée aux dysfonctionnements institutionnels (comme les inégalités croissantes) ou à l'occupation « du social par le capital » (Hardt et Negri, 2004)⁸. D'autre part, lorsqu'elle est désindividualisée, portée en public, l'humiliation détient un potentiel descriptif et argumentatif, susceptible de changer la réalité et de basculer dans une cause collective.

La mise à jour des épreuves existentielles et de la réalité sociale construite par les institutions apparaissent clairement dans les mouvements d'occupation. Des événements ou des accidents comme la perte de logement ou l'expulsion, « racontées » en public à la manière d'une enquête menée par les citoyens sur leur propre vie⁹ brisent les entreprises de stabilisation sociale des institutions et mettent à jour leurs contradictions. Ainsi, la financiarisation d'un domaine comme celui de l'habitat a révélé la profonde interdépendance des activités publiques et privées, qui affecte en premier lieu citadins ou citoyens. L'oppression des politiques publiques ou du marché qui valorise les biens marchands, patrimoniaux, tertiaires, les grandeurs de la sécurité ou de la propriété a des conséquences sur des biens privés et de l'intimité : le délaissement de quartiers périphériques isolés et pauvres mais également l'explosion des prix, la pénurie de logement, l'emprise bancaire sur les budgets familiaux. La question du logement est

⁷ On peut se référer aux analyses d'Hirschman (2011) sur l'apathie des sociétés dites capitalistes.

⁸ On peut renvoyer également à une analyse moins biopolitique comme celle effectuée par David Harvey (1995).

⁹ Voir le statut de l'enquête ordinaire comme méthode d'exploration et transformation créatrice des matériaux d'une expérience chez John Dewey (2011).

inévitablement liée à celle de la propriété, et de politiques conduites majoritairement par le secteur privé et les compagnies d'investisseurs. En Espagne, la crise financière, puis économique, a entraîné de très nombreuses faillites individuelles, pertes de logement, tragédies individuelles. De même, en Israël, les flambées du secteur immobilier résultent des politiques de mort-gage par des investisseurs sans que l'Etat ne corrige les inégalités d'accès au logement. Dans les deux cas, espagnol et israélien, les Etats sont peu préoccupés par l'importance des expulsions ou les difficultés rencontrées par la classe moyenne : en Israël, les familles sans toit seraient au nombre de 80000. En Espagne, le nombre de familles quotidiennement expulsées seraient de 300, en raison de la crise économique et du surendettement des propriétaires¹⁰.

Concrètement, il est question dans les campements israéliens et espagnols mais également londoniens et américains, du partage des récits d'épreuves qui s'expriment dans l'espace intime et proche : comme l'éviction, la perte d'emploi, de voisinage, des liens de proximité ou, plus largement, des liens sociaux suite au déclassement. Ces récits viennent de toutes parts de la société : des mères de familles aux pères divorcés et aux sans-logements ou des cadres déclassés aux personnes âgées. La publicisation des émotions s'enracine dans des expériences charnelles, sinon phénoménologiques, ce qui fait que les mouvements ne peuvent basculer dans le domaine des utopies. Dans tous les cas, de la Grèce à l'Espagne et aux Etats-Unis, les contestataires ne cherchent pas à s'affranchir de la réalité, mais à la renommer. Même lorsqu'elle est retranscrite dans le registre artistique, la souffrance privée portée en public articule dénonciation et émotion¹¹. Elle retranscrit une incertitude sur le monde, mais est tendue vers la réflexivité et le désir d'émancipation politique, ou tout au moins d'une reprise en main, par les citoyens, de leur destin. La publicisation des affects et de l'émotion fait du reste partie du processus d'apprentissage de la politique, par la mise en relation entre subjectivité, réflexivité et transformation sociale de la réalité.

Ainsi l'épreuve spatiale ou sociale - qui dévoile au fond les injustices, les inégalités liées à un certain ordre social et économique- peut être considérée comme le constituant et le constitué du mouvement. Incontestablement, le lien concret entre ces expériences vécues et la façon dont elles sont publicisées, argumentées en public, autrement dit entre les affects et la critique, a contribué à l'émergence du mouvement d'occupation de l'espace public de même qu'il fonde les assemblées du peuple (USA, Israël, Espagne). Au sein de ces dernières, la politique s'énonce à partir de la présentation des existences, sans que la diversité des individus soit recouverte par un point de vue dominant autre que celui de la transformation sociale et de l'expression de toutes les parties, de tous les sans-parts qui sont au fondement de la politique¹². On doit élargir cette interprétation au rôle joué par l'espace urbain - de la rue au campement- qui donne une visibilité aux différentes formes de critique, cadre et recadre l'expérience sociale.

L'espace public de la révolte

On pourrait remarquer que les collectifs de révolte ou démocratiques comme O, 99, M15 et Occupy, semblent délaisser les mobilisations collectives de type traditionnel telles que les manifestations. L'abandon des protestations routinisées, qui ont occupé l'espace public durant de longues années, laisse la place à de nouvelles compétences émeutières prenant l'espace urbain pour cadre. Cette configuration d'un espace de révolte a joué un rôle de catalyseur dans les dynamiques émotionnelles et politiques égyptiennes, américaines, israéliennes ou espagnoles. C'est un double mouvement de phénoménalisation de la ville qui s'effectue à partir de l'occupation. L'espace urbain apparaît comme le lieu d'intelligibilité des injustices et comme support d'une pragmatique de l'indignation.

¹⁰ Estimations de la coordination nationale de l'assemblée de J14 (Israël) et de M-15 (Espagne) en octobre 2011.

¹¹ Dans les assemblées israéliennes, les récits d'évictions et des difficultés financières sont par exemple particulièrement intenses et émouvants quand il s'agit de mères de famille isolées.

¹² « La politique n'a pas de lieu propre ni de sujets naturels... Un sujet politique n'est pas un groupe d'intérêts ou d'idées. C'est l'opérateur d'un dispositif particulier de subjectivation du litige par lequel il y a de la politique. La manifestation politique est toujours ainsi ponctuelle et ses sujets toujours précaires ». J. Rancière (1998, p. 245).

Sur le premier aspect, les campements et assemblées du peuple « rassemblent » des personnes exclues de l'espace public ou victimes de la crise des Etats (sans papiers, expulsés, citoyens des banlieues, personnes âgées ou sans ressources, mais également classes moyennes). La ville prise comme cadre situationnel ou dispositionnel figure dans des phénomènes matériels, une symptomatologie large de la mondialisation du néolibéralisme des Etats. Il ne s'agit pas seulement du marché immobilier, déjà évoqué, mais aussi du conflit pour l'accès aux biens sociaux (comme la santé ou l'école, qui est par exemple au cœur de la révolte israélienne), des différentes formes d'injustice sociale et spatiale dans la distribution des ressources publiques (comme l'éducation et les transports), de l'émergence des travailleurs migrants, invisibles et informels. Il peut s'agir également d'espaces publics où la démocratie est bafouée. Sur ce point, la place Tahrir en Egypte est une référence.

L'espace peut être considéré également comme un domaine entier de l'action critique. Toute une série d'agencements physiques et cognitifs font que la révolte et la critique du monde s'y déroulent et peuvent ensuite être portées au plan de leur visibilité en public. La démocratie contestataire peut ainsi apparaître en tout point du territoire car elle correspond au vide ou au non-lieu de la politique, c'est-à-dire dans le retrait de la politique nationale institutionnelle ou des positions traditionnelles (Lefort, 1986). Elle recadre les luttes antérieures pour le droit à la ville en faveur des droits politiques du citoyen¹³. De même, elle se démarque fortement, quand elle ne la dénonce pas, de la démocratie participative, de toutes les formes d'*empowerment* encouragées dans les dix dernières années, par lesquelles les citoyens se trouvent associés aux différentes décisions de la gouvernance publique et urbaine.

Ce n'est pas un hasard si les espaces choisis sont dans bien des cas des places centrales, des dalles, des boulevards ouverts à la communication. Ils peuvent être choisis pour leurs potentialités de rassemblement, comme pour leurs caractéristiques symboliques. De fait, l'occupation de l'espace public s'effectue dans des lieux comme le luxueux boulevard de Rothschild à Tel-Aviv, où David Ben Gurion prononça le discours sur la création de l'Etat d'Israël, boulevard aujourd'hui sujet à une forte gentrification. Les Bourses de Londres et de Wall Street, la Défense à Paris, renvoient au système financier. La place de la Puerta del sol à Madrid évoque une histoire nationale : la fin du franquisme et la naissance de la démocratie en Espagne. Dans d'autres cas (« Occupy the train », « Occupy the square », « Occupy the cities », « Occupy the streets »...), ce sont les lieux de la civilité et de la commune humanité qui sont choisis, où les rassemblements prennent en compte la polysémie des lieux : leur caractère festif et populaire, mais en même temps la menace qui pèse sur eux en raison de leur privatisation ou d'une certaine tyrannie des biens marchands sur les biens de la proximité¹⁴.

L'environnement engagé et la stylistique de la contestation

Une des caractéristiques des mouvements tient à l'apparition de compétences¹⁵ émeutières, que permet l'espace public. Comme l'a noté Naomi Klein (2001) dans son ouvrage *No logo* consacré à la marchandisation du monde, l'espace public présente un potentiel « explosif » et libertaire. La « reprise » de la rue signifie le refus des institutions sécuritaires et publiques au profit d'expressions personnelles. Elle évoque également la possible reprise en main de son destin par l'individu et de la subjectivité sur le cours des choses.

Dans les protestations actuelles, la démocratie contestataire apparaît sous des formes esthétiques, émotionnelles et relationnelles particulièrement expressives. L'usage de la rue offre des potentialités pour l'action motrice (comme la performance et l'occupation) et l'action mentale renvoyant à la réflexivité et la

¹³ Rappelons que *Le droit à la ville*, ouvrage phare de Lefebvre (1968), s'appuyait sur une lecture marxiste de la production de l'espace et un argumentaire sur la reconquête de la valeur d'usage de la ville (la ville comme œuvre collective des citoyens), dans le contexte des années 1970. Celui-ci voit émerger la planification urbaine comme « champ » de la production de l'espace.

¹⁴ Pour Sassen (2011), cette visibilité des espaces urbains dans ces contestations est liée au rôle majeur des villes dans les économies mondiales (lieu de concentration du capital, des flux financiers mais aussi de la précarité économique).

¹⁵ Selon Goffman (1973), le propre des compétences est de rendre intelligibles des actes cognitifs ou normatifs.

critique. On pourra se tourner vers les notions de configuration, puis de régimes d'engagement, pour expliciter la portée de l'expérience émeutière en public. Toutes deux intègrent des rapports entre matérialité, perception et action. Toutes deux soulignent une dynamique des émotions (propre aux rassemblements) et une dynamique intentionnelle (propre à la pragmatique et à la critique)¹⁶. À l'image des mouvements Occupy et du collectif espagnol May 15 ou encore israélien, l'un des premiers répertoires d'actions a été celui de l'installation de campements. Au sein de ces derniers, on voit se mettre en place des ressources communicationnelles, physiques et cognitives permettant à chacun des occupants d'exprimer l'injustice qui est au cœur de ses épreuves : l'humiliation, le dénuement, la perte de l'ancrage suite à la spoliation du droit à habiter ou la paupérisation.

Le campement ne renvoie pas seulement à son aspect phénoménal. Il peut être assimilé à un dispositif configurant (Quéré (1995)), soutenu par des formes favorables aux prises (Gibson, 1979) : comme les appropriations, le détournement et l'occupation. De même, les discussions focalisées, les rassemblements hétérogènes mais centrés sur la critique, la mutualisation des ressources, font partie des grammaires de la révolte. D'une certaine façon, chaque occupant est d'abord un passant, souvent expulsé et menacé, qui occupe, s'installe, se réinstalle. Cette saisie des opportunités offertes par l'espace public apparaît clairement dans le cas des mouvements espagnol et israélien, qui supposent une installation de campements plus ou moins durables¹⁷. Plus généralement, les lieux choisis pour l'occupation offrent des possibilités de communication infinies, souples et inventives. Elles varient de la simple occupation (la dalle de la Défense à Paris) à la transformation d'espaces désaffectés (comme dans le cas d'un hôtel à Madrid) et à l'installation d'assemblées en communautés de voisinage : ainsi à Tel-Aviv ou à Londres, où les églises et le clergé participent au mouvement.

Un campement est une appropriation construite. Cette confection d'une configuration sensible d'un environnement est présente dans tous les mouvements : d'abord avec la délimitation d'un espace collectif disponible pour l'action, puis l'occupation d'espaces vacants par les allées de tentes, puis la construction d'un bien commun des militants autour de salles de réunions, voire d'équipements collectifs comme les cuisines, bibliothèques ou jardins communautaires. Au sein de chaque mouvement, l'environnement matériel est apprêté pour la rencontre et pour une puissance de l'agir : les performances, la prise de parole ou les assemblées générales.

L'environnement apparaît pour chacun des mouvements comme un élément structurant de la discussion politique. La visibilisation de l'occupation et des événements conjoints repose sur des objets offerts à la cognition et à la discussion, également affichables et traçables sur les réseaux sociaux. De même, la reconstitution de repères familiers par les activités langagières et communicationnelles fonde des communautés de voisinage formées avec les personnes passantes ou résidentes. Dans le cours des actions, l'espace occupé devient le lieu du rapprochement, de la densité expérientielle et civile. Il suffit de noter à quel point les règles de civilité, de politesse et d'organisation sont à chaque fois respectées lors des rassemblements et des assemblées : du nettoyage des places à la garantie de la mixité des rassemblements (Égypte), ou à une hétérogénéité culturelle (Israël, USA, Londres). De même, dans les assemblées populaires espagnoles, israéliennes, la confiance réciproque et la conversation s'étaient installées entre jeunes, retraités, cadres et expulsés.

Dans cette logique, les occupations, les assemblées du peuple et autres formes de rassemblement laissent voir un monde commun et des formes d'échanges entre des individus éloignés culturellement ou séparés socialement. Les agencements cognitifs et communicationnels permettent d'accélérer l'agrégation de forces hétérogènes, habituellement peu enclines à se rapprocher et s'engager. Ils ont évité dans bien des cas le régime de la violence au profit d'un régime du bien commun et du sensible. Le campement de Rothschild à Tel-Aviv fut à cet égard un événement. Sa configuration a permis que s'installent des citoyens

¹⁶ Sur le rapport entre émotion et politique et pour une pragmatique des espaces, voir par exemple : Quéré (1995) ; Joseph (1998) ; Ogien et Paperman (1995).

¹⁷ Bien que les campements de la Puerta del Sol et de Tel-Aviv aient été évacués fin 2011, l'occupation permanente intervient par le biais des assemblées.

juifs et arabes, revendiquant une souveraineté partagée et une citoyenneté politique égalitaire, sans discrimination. La tente des Arabes Israéliens - appelée « Tente 48 »- faisait face à celle des ultra-sionistes radicaux. Des Arabes et des Bédouins du sud du pays cohabitaient avec des religieux orthodoxes et des juifs laïcs, le temps d'une révolte, alors qu'ils sont peu habitués à se côtoyer.

Le nouage du social et de l'esthétique. Jusqu'aux utopies créatrices

L'environnement est donc engagé dans la mesure où il est équipé pour la coordination des expressions, des émotions et des jugements¹⁸. Une dernière caractéristique majeure et originale des mouvements n'est-elle pas leur *aesthesis* directement articulée à la critique, autrement dit un régime expressif articulé à un régime d'argumentation politique et social. Le fait que des formes d'expressions artistiques figurent à côté d'autres formes d'action dans la dénonciation renvoie aux notions d'expérience et de démocratie que Dewey (2010), tout comme Rancière (2008), ont bien mises en évidence. En particulier, l'art - comme toute forme d'expérience esthétique - est pour Dewey¹⁹ une activité publique, que le philosophe place au niveau de la politique et de la démocratie, en raison des formes imaginaires ou des expériences qui sont exprimées dans une rupture avec le cours routinisé du monde. Elles sont, compte tenu de leurs exigences morales et politiques, capables de changer le monde. De même, pour Rancière, la démocratie « en milieu ambiant » est toujours favorisée à partir de dispositifs rendus visibles, favorables à la mise en commun des subjectivités.

Dans cette perspective, les Parlements et autres assemblées, micro-événements, autrement dit les espaces matériels de la contestation, encouragent la circulation de la parole et des émotions, et la dé-homogénéisation sociale tout comme le manifeste de transformation sociale. Celui-ci est présent dans des dispositifs matériels inventifs relevant des arts de faire, « ultime marque de la démocratie » (De Certeau (1990)) : comme les bibliothèques (en Israël, des *yeshiva* reconstituées dans la rue par les religieux), les arts culinaires, le jardinage... Ces équipements expriment ou expérimentent un projet politique autour de l'anti-utilitarisme et de l'écologie sociale jusqu'au projet de villes utopiques (Israël). On peut encore signaler les groupes d'expression corporelle, de méditation ou thérapie et autres ateliers d'écriture et de « prise de conscience ». Cette indistinction entre art, social et politique, critique artiste et critique sociale, renvoie aux styles de vie libertaire des années 1970 mais également aux mouvements utopistes et situationnistes.

Il est tout à fait possible en effet que la critique sociale intègre des dimensions utopiques et libertaires. Une critique sociale (sur les « formes néolibérales ») peut s'exprimer à côté d'une critique artiste (Boltanski et Chiapello, 1999) sous un genre renouvelé. Celle-ci célèbre l'authenticité de la vie personnelle, l'autonomie et la créativité ou le rejet du profit tout en étant fortement connectée au monde tertiaire et au nouvel esprit du capitalisme. Ainsi, certains formats de contestation renvoient à un mélange de messages, procédés sonores et visuels relevant de l'incantation politique, de performance artistique, du vocabulaire des utopies (surréalistes, situationnistes) et des technologies libérales et individuelles, comme le réseau. Cette critique artiste, empruntant à la fois aux technologies de marché et à la dérive poétique, fait elle aussi partie de l'apprentissage politique et émancipateur. Le nouage du politique et de l'esthétique se trouve par exemple dans l'exploration de nouvelles formes du street art, graphisme, films, qui manient différents symboles (comme la religion²⁰), différents langages, registres linguistiques et sémantiques propres aux mouvements artistiques poétiques, à la dérive situationniste ou libertaire. On pourra ainsi parler d'expérimentation (Dewey, 2010) au sens où celle-ci entremêle différentes activités humaines destinées à consolider la démocratie. Le cas de *Gérila*, mouvement artistique participant à la contestation israélienne, peut illustrer le propos. Des activistes culturels parmi lesquels on trouve surtout des poètes et des écrivains, accompagnent

¹⁸ Sur les régimes d'engagement, voir Thévenot (2006).

¹⁹ La notion d'expérimentation s'entend dans le vocable pragmatiste de Dewey comme les différentes formes de transactions et interactions entre l'organisme vivant et son milieu.

²⁰ En Israël, une exploration linguistique et politique est fortement présente à partir des termes polysémiques des *Tycoons* et de la *Tikouna* (racine hébraïque du mot « réparation »).

les différentes luttes sociales (économiques, de genre, multiculturelles...). Chaque action est une performance musicale chantée (chansons pour les travailleurs, les révolutionnaires) s'adressant aux passants et aux médias, sans hiérarchie de public et de sens. De même, dans le cas d'OWS, on parle d'un mouvement créatif « vibrant », de manifestes poétiques réalisés au sein d'un incubateur de rue qui défie toute prénotation d'un public militant formé d'intellectuels (Alcoff (2011)).

Ainsi, les mouvements brisent les frontières des compétences organisées entre politique et esthétique, cette dernière devient une forme de compétences et de ressources. Ce n'est plus seulement le sociologue (ou le philosophe) qui est penseur du politique, dans une ligne de partage entre savants et ignorants. De même, les réseaux sociaux sont parties prenantes d'un espace public à partir du privé connecté. Les tentes individuelles, les lieux de refuge temporaire des indignés quand ils ont été évacués, l'habitat des expropriés, mais aussi les Parlements ou les assemblées du peuple sont dotés d'importants moyens de communication. Le réseau social global, couplé à des formes très expressives et visuelles, démultiplie la critique et les possibilités de constitution de communautés de révolte.

Démocratie radicale, utopie ou naissance d'une sphère civile ? À qui s'adresse le projet de transformation ?

De sa configuration matérielle aux régimes d'engagement et à la présence d'une stylistique artistique, l'environnement contribue donc à une pragmatique de l'indignation. Mais le problème que posent les mouvements, si l'on s'en tient à leurs dimensions physiques et leur publicisation, concerne leur nature même. Chacun de ces mouvements (espagnol, israélien par exemple) porte l'exigence de la justice sociale et spatiale. Mais s'agit-il d'une demande de re-démocratisation des institutions ? De luttes sociales faisant apparaître un nouvel essor de la sphère publique et civile ? Ou d'un projet d'émancipation radicale dans lequel l'espace ne serait que le support d'expression du peuple ?

Tous les soulèvements brièvement évoqués se caractérisent par leur non-prédétermination, sinon par leur absence de finalité, et nul ne peut envisager une interprétation univoque de ces mouvements, aux trajectoires et aux temporalités indéfinies. La profusion d'analyses (souvent contradictoires) sur les « printemps arabes » ou sur les mouvements Occupy atteste de cette hétérogénéité. De même, l'issue contrastée des révolutions arabes, le redéploiement constant de la contestation espagnole (mais aussi grecque) dans des manifestations sporadiques (contre l'austérité), la métamorphose du mouvement israélien (en assemblée du peuple) ou encore la discrétion actuelle des activistes d'OWS, nous préservent de tout intellectualisme et de toute spéculation théorique. Cependant, un fait est certain : on assiste à la relance actuelle de la critique sociale, par différents collectifs, citoyens agrégés, qui s'opposent à la tyrannie du marché ou des institutions ou à un système de domination complexe et gestionnaire qui prive dans bien des cas les citoyens de l'exercice de leur souveraineté, du Caire à Tel-Aviv, d'Athènes à Madrid. Partant de là et en prenant en compte la diversité des situations, deux ou trois perspectives semblent communes.

Une première hypothèse revient à considérer la vitalité de la critique en extériorité, souvent radicale. Celle-ci, qui s'était amenuisée durant la dernière décennie, consiste à forcer le système à dire ce qu'il est, à remettre en cause un certain état des choses. Elle pourrait se métamorphoser, se déplacer vers de nouveaux mouvements sporadiques et contagieux, avec des formats de révolte originaux, puisant leur argumentation dans le flux de la vie (Boltanski, 2009). Dans ce cas, l'espace public sera sans doute durablement investi pour scénographier et pour accompagner un geste politique, émotionnel, pour dénoncer les lieux de pouvoir et le siège des tycoons, mais également pour dévoiler toutes les formes d'injustice ordinaire, faire surgir le monde au-delà de la réalité. Mais ce modèle ne peut évidemment exclure toutes les formes de violence²¹.

Une autre perspective consiste à prendre en compte la lutte des places, sinon des classes, exprimée par les protestataires : déclassés, paupérisés, évincés. En faisant de l'économie et du logement des problèmes

²¹ On peut par exemple s'interroger sur les différentes immolations de citoyens désemparés, en France ou ailleurs, qui se déroulent dans l'espace public.

publics et de la justice sociale et spatiale un bien commun, les citoyens s'exprimant dans différents contextes (Espagne, Grèce, Israël, USA) souhaitent ouvrir un nouvel espace intermédiaire entre le « peuple » et l'Etat pour demander une re-démocratisation des institutions de représentation, de participation ou de gouvernance. Des protestations toujours renouvelées, des publics oppositionnels (Butler, 2012) semblent déjà réinvestir un espace civil laissé vacant par les gouvernements et les partis politiques ou édulcoré par la démocratie représentative : par la création de nouveaux partis et collectifs ou groupes de pression, en pesant sur les échéances électorales. Les contestations et différentes scènes d'opinion pencheraient du côté de la critique réformiste. Celle-ci consiste à intervenir sur des disparités économiques visibles et énonçables entre les groupes sociaux, sur les déterminants de la paupérisation et à peser sur les décisions (comme le feraient des associations ou partis politiques). Dans certains cas, le débat peut porter sur différentes formes d'injustice spatiale et sociale liées aux appartenances culturelles. La question religieuse et des minorités est à cet égard une composante symbolique qui entre dans l'espace public. En Israël ou en Angleterre, des personnalités religieuses - ultra-orthodoxes en Israël, luthériennes à Londres - ont pris place dans les assemblées. Pour les religieux, ces lieux démocratiques apparaissent comme une modalité de refondation de la sphère publique tournée vers les enjeux de justice sociale et spatiale (Israël), ou vers ceux de l'éthique du capitalisme (Espagne, Angleterre, Etats-Unis), auxquels la religion participe. De différentes manières, la critique contestataire et ses différents collectifs pourraient chercher à insuffler une démocratie moins inégalitaire, à défaut d'être intégrale, où les citoyens ne soient pas seulement des spectateurs²².

Dans tous les cas, ce qui semble en jeu est l'apparition de nouvelles capacités politiques et un nouveau sens donné à la démocratie, en rupture avec le politique et que le partage des épreuves sur la place publique et une stylistique de l'espace auront finalement contribué à dévoiler. Les stylistiques émeutières, toute une série de gestes politiques, esthétiques et de dispositifs critiques que ces mouvements ont fait surgir, nous montrent que l'espace public ne pourra (plus) être déconnecté de la politique.

A propos de l'auteur : Sylvaine Bulle est Maître de Conférences en sociologie, rattachée au Labtop (Laboratoire Théorie du Politique, CRESPPA).

Pour citer cet article : Sylvaine BULLE, « Pourquoi la rue inspire-t-elle la révolte ? Compétences émeutières et projet de transformation sociale dans le mouvement d'occupation mondial (Espagne, Israël, USA) » ("Why does the street inspire revolt: Riot skills and social transformation plan in the worldwide occupation movement (Spain, Israel, USA)" [translation: Sharon Winkler Moren]), *justice spatiale | spatial justice*, n° 5, déc. 2012-déc. 2013 | dec. 2012-dec. 2013, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

- ALCOFF Martin**, 2011, "Occupy: Stage Two", *Possible Futures*, December 2011, <http://www.possible-futures.org/2011/12/21/occupy-stage-two/>
- BOLTANSKI Luc** and **CHIAPELLO Eve**, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI Luc**, 2009, *De la critique*, Paris, Gallimard.
- BUTLER Judith**, 2012, "So What Are the Demands? And Where Do They Go From here?" *Tidal. Occupy Theory Occupy Strategy*, n° 2, March 2012.
- DE CERTEAU Michel**, 1990, *L'invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Gallimard.
- DARDOT Pierre** and **LAVAL Christian**, 1999, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte.

²² Au sens d'une démocratie intégrale où la justice s'inscrit dans les institutions républicaines, proposée par Pierre Rosanvallon (2011). La conception d'une sphère publique (ou de sphères de justice) prenant en compte à la fois le rééquilibrage des inégalités en matière de biens premiers et les dimensions, ethniques, sociales et culturelles des inégalités a été bien explicitée par Walzer (1997) ou par Fraser (2011).

- DEWEY John**, *L'art comme expérience*, 2010, Paris, Gallimard.
- FRASER Nancy**, 2011, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.
- GIBSON James**, 1979, *The Ecological Approach to Visual Perception*, Boston, Millin.
- GOFFMAN Erwin**, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, t.2, *Les relations en public*, Paris, Editions de Minuit.
- HABERMAS Jürgen**, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HARDT Michaël and NEGRI Antonio**, 1984, *Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, Paris, La Découverte.
- HARVEY David**, 1995, *The Urbanization of capital*, Johns Hopkins University Press.
- HIRSCHMAN Albert**, 2011, *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- JOSEPH Isaac**, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- KLEIN Naomi**, 2001, *No Logo : la tyrannie des marques*, Actes Sud.
- LEFORT Claude**, 1986, *Essais sur le politique : XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Seuil.
- LEFEBVRE Henri**, 1968, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica-Anthropos.
- OGIEN ALBERT and PAPERMAN PATRICIA**, 1995, *La couleur des pensées*, Paris, Ehess (coll. Raisons Pratiques).
- PABST Adrian**, 2011, "The resurgence of the civic", *Possible Futures* (<http://www.possible-futures.org/2011/11/29/the-resurgence-of-the-civic/>)
- QUERE Louis**, 1995, « L'espace public comme forme et comme événement », in *Prendre place, espace public et culture dramatique*, textes réunis par Isaac Joseph, Editions Recherches, Plan urbain, Paris.
- RANCIERE Jacques**, 1998, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard.- 2008, *Le spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique.
- ROSANVALLON Pierre**, 2011, *La société des égaux*, Paris, Seuil.
- SASSEN Saskia**, 2011, "The Global Street comes to Wall Street", <http://www.possible-futures.org/2011/11/22/the-global-street-comes-to-wall-street/>
- THEVENOT Laurent**, 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagements*, Paris, La Découverte.
- WALZER Michael**, 1988, *La critique sociale au XXe siècle*, Paris, Métailié.- 1997, *Sphères de Justice*, Paris, Seuil.